

Questions orales

intérêts du financement provisoire. Le ministre peut-il dire à la Chambre qui fournit ce financement provisoire et à qui sont versés les intérêts de 111 millions de dollars?

[Français]

M. Goyer: Monsieur le président, le ministre de la Défense nationale pourrait répondre à cette question. Malheureusement, ce n'est pas dans le cadre de mes responsabilités de le faire.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

PROPOSITION DE RÉDUCTION DES IMPORTATIONS DE LAITAGES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et concerne l'industrie laitière et les problèmes connexes. Dans un discours prononcé récemment devant les producteurs laitiers d'Uxbridge, le ministre a laissé entendre qu'il envisageait la possibilité de réduire les importations des produits laitiers largement subventionnés par les pays exportateurs. Voilà une nouvelle encourageante, et comme nos excédents sont attribuables en grande partie à cet état de choses, le ministre peut-il nous faire part des progrès accomplis à cet égard?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): On dit que des réunions se tiendront l'an prochain pour discuter des subventions aux produits laitiers, particulièrement au fromage, subventions qui varient d'une semaine à l'autre et parfois d'un jour à l'autre. Nous avons pris une décision, et mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, a annoncé récemment que le quota de 60 millions de livres ne serait pas augmenté. Depuis lors, nous avons aussi décidé de réviser notre politique de subvention, comme l'ont fait les États-Unis qui ont réussi à supprimer les subventions versées à l'égard de 90 p. 100 des produits fromagers importés.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE RENVOI AU CANADA DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE USÉ—L'ENTREPOSAGE ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme le ministre a déclaré à propos de la vente d'un réacteur à la Corée que nous n'avons pas exigé que le combustible nucléaire usé soit renvoyé au Canada, que nous avons envisagé sérieusement d'imposer une telle exigence mais que nous y avons renoncé à cause des répercussions que cela pourrait avoir sur le plan écologique, le ministre nous dira-t-il quelles pourraient être les répercussions du renvoi au Canada du combustible nucléaire usé?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je dirai, monsieur l'Orateur, que la question telle qu'on l'a formulée ne s'est pas vraiment

[M. McKinnon.]

posée de cette façon initialement, parce que les Coréens ont décidé de ne pas faire l'acquisition d'une usine de recyclage.

M. Wenman: A propos de l'entente actuellement en cours de négociation avec l'Inde, j'aimerais savoir si le combustible nucléaire usé provenant de ce réacteur sera renvoyé au Canada pour recyclage, afin de veiller à ce que le matériel nucléaire canadien ne serve pas à produire d'autres explosions nucléaires. Peut-on en outre mettre au point des méthodes sûres d'entreposage et d'élimination des déchets nucléaires?

M. MacEachen: Je pense que pour éviter tout malentendu, je devrais expliquer au député que, bien que le problème n'existe plus parce que le gouvernement de la Corée du Sud a décidé de ne pas acheter d'usine de retraitement, la principale raison que nous avons de ne pas insister sur cette disposition était qu'une analyse de la question nous avait convaincus que ce n'était qu'une garantie de peu d'importance. En d'autres termes, même si nous obtenions cette garantie, un pays qui voudrait fabriquer une bombe pourrait encore le faire. Nous ne discutons pas de ces questions avec l'Inde actuellement.

* * *

● (1500)

LA CONSOMMATION

LA HAUSSE DU PRIX DU PAIN PAR McGAVIN TOASTMASTER—LE MOTIF INVOQUÉ

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Hier, la Commission de lutte contre l'inflation a annoncé qu'elle aurorisait McGavin Toastmaster, filiale de Labatts et Ogilvie Flour et des boulangeries Weston, d'augmenter d'un cent le prix de gros du pain. Au détail cela représente une augmentation de 2c. pour la maison Weston qui est propriétaire de la boulangerie et du supermarché. Étant donné l'étude préliminaire de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, selon laquelle par suite de la concentration de l'industrie de l'alimentation, les Canadiens payent les produits alimentaires 4 p. 100 de trop, le ministre voudrait-il expliquer sur quelle base cette augmentation se justifie? S'il ne peut le faire, pourrait-il demander à la Commission de lutte contre l'inflation de fournir une explication au public, car celui-ci s'inquiète de ce que les augmentations de prix ne soient pas limitées par la Commission.

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): A la première partie de la question, ma réponse est non, à la deuxième partie, ma réponse est oui.

* * *

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE S'IL EST DISPOSÉ À RENCONTRER LES PRODUCTEURS DE LAIT

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, tout à l'heure le premier ministre répondait à mon collègue de Champlain qui lui demandait s'il était prêt à rencontrer les agriculteurs et les producteurs de lait, que le chef du Parti Crédit Social du Canada n'était pas toujours disponible pour les rencontrer. Il a raison de dire cela. Ce que nous avons demandé et je le redemande au premier ministre, est-il disposé à rencontrer les agriculteurs que les membres de son caucus ont rencontrés hier soir, que nous